

Affaires courantes

lecture. Il concerne la liste des membres du Comité spécial.

[Traduction]

LE PROJET DE LOI C-74—RAPPORT DU COMITÉ
LÉGISLATIF

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport du comité législatif chargé d'étudier le projet de loi C-74, Loi modifiant la Loi sur les pêches et le Code criminel en conséquence, avec des propositions d'amendement.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

[Français]

COMITÉ DE SÉLECTION—ADOPTION DU
CINQUANTE-SIXIÈME RAPPORT DU COMITÉ

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest) propose: Que le cinquante-sixième rapport du Comité de sélection, présenté plus tôt aujourd'hui, soit adopté.

Le président suppléant (M. Paproski): Y consent-on?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

LE JAPON

LE CENTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT DE
LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je présente une motion concernant le centième anniversaire de l'établissement de la démocratie parlementaire au Japon.

Je propose:

Que le Président de la Chambre des communes transmette au Président de la Chambre des représentants japonaise et au président de la Chambre des conseillers japonaise les meilleurs vœux de la Chambre des communes du Canada à l'occasion du centième anniversaire de l'établissement de la démocratie parlementaire au Japon.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je veux présenter une pétition signée par plusieurs douzaines de Canadiens qui demandent au gouvernement de ne pas appliquer la taxe sur les produits et services à la chose

imprimée, comme les revues, les livres, les journaux et diverses autres publications.

Les pétitionnaires soulignent que la diffusion de la chose imprimée constitue la pierre angulaire de notre démocratie, de notre culture et de notre éducation, ainsi que de notre société instruite et productive. Cette société instruite et productive serait lésée par l'application de la TPS.

Maintenant que le premier ministre nous a fait part de ses préoccupations au sujet de l'imposition de la taxe, j'espère que le gouvernement la supprimera dans le cas particulier des livres, des journaux, des revues et d'autres imprimés.

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, je veux présenter une pétition signée par 49 Canadiens.

Ces Canadiens font remarquer que, depuis la Confédération, les revues, les livres et les journaux ont toujours été détaxés. Quand la taxe sur les produits et services entrera en vigueur, ce ne sera plus le cas. En fait, les pétitionnaires jugent qu'il s'agit d'une taxe sur la lecture.

Ils demandent humblement au Parlement de réaffirmer les principes historiques qui sous-tendent l'exemption fiscale de la chose imprimée en maintenant la détaxation dans la loi sur la TPS et ses règlements d'application.

L'ENVIRONNEMENT

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui afin de présenter deux pétitions, dont la première concerne l'assainissement de la rivière Seine. Un grand nombre de mes électeurs demandent aux trois ordres de gouvernement d'établir la responsabilité de chacun dans l'assainissement des rivières et notamment, dans ce cas-ci, de la rivière Seine, qui était autrefois très belle et très propre. Évidemment, cela vaut aussi pour les autres rivières du Canada.

Les pétitionnaires veulent vraiment que les gouvernements s'entendent sur ce qu'ils ont à faire, puis cessent de discuter pour se mettre au travail.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): La seconde pétition fait état des préoccupations d'un certain nombre de mes électeurs et des Canadiens en général au sujet de l'imposition aux écrits de la taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires font remarquer que les écrits et les manuels scolaires n'ont encore jamais été taxés. Ils ne comprennent pas qu'un gouvernement qui parle de concurrence, de participation et de démocratie impose une taxe sur les outils mêmes qui nous permettent juste-